

Panorama de la société 2014

Éléments clé : FRANCE

La crise et ses retombées



Les dépenses sociales en France sont élevées et une très grande partie d'entre elles sont consacrées aux personnes âgées. Face à des marchés du travail peu dynamiques et aux pressions s'exerçant sur les dépenses publiques, les pouvoirs publics doivent faire des arbitrages difficiles entre les domaines à financer en priorité.

En France, la crise économique montre que d'importantes possibilités existent de rééquilibrer les dépenses en faveur des groupes ayant actuellement le plus besoin d'aide : les familles d'âge actif à faible revenu.

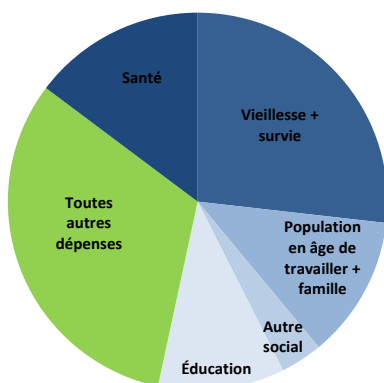
Des dépenses sociales élevées, dont une grande partie va cependant aux groupes moins touchés par la crise

La France consacre environ 1/3 de son PIB à la protection sociale publique – soit une proportion plus élevée que dans tout autre pays de la zone OCDE, où la moyenne est de 22 % du PIB. Pour chaque 10 euros de dépenses de l'État, sept servent à financer des programmes de santé, d'éducation et de transferts sociaux, comme les pensions, les allocations familiales et les indemnités de chômage.

Les politiques sociales ont joué un rôle clé dans la protection des revenus des ménages dans le sillage de la crise économique. L'engagement politique à long terme en faveur des mesures permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle a également contribué à maintenir les taux de fécondité à 2 enfants par femme, alors que la plupart des autres pays de l'OCDE ont connu une baisse de ces taux depuis le début de la crise. Par exemple, les taux de fécondité aux États-Unis et dans les pays durement touchés, comme l'Espagne, l'Estonie et la Grèce, ont chuté de 6 % ou plus en seulement trois ans.

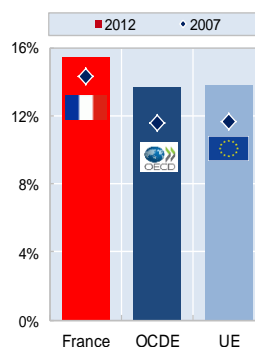
Mais les pressions budgétaires appellent des efforts d'assainissement plus soutenus que dans la plupart des autres pays de l'UE. D'après des projections de 2013, la France était sur la bonne voie pour réduire les déficits budgétaires de quelque 2.8 % du PIB entre 2011/12 et 2014, contre 2 % du PIB dans le pays de l'UE moyen. Ces efforts devraient persister pendant un certain temps et, en raison de leur importance, les dépenses sociales en pâtiront vraisemblablement.

Parts des dépenses publiques totales par domaine, 2011



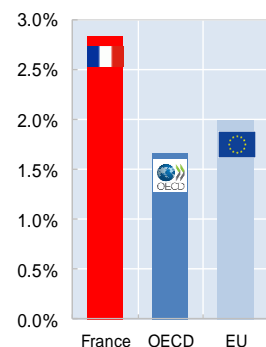
[Données.xls]

Part des adultes vivant dans des ménages sans emploi, %



[Graphique 1.5.xls]

Effort annuel moyen pour réduire le déficit budgétaire entre 2011/12-2014, en % du PIB



[Graphique 1.8.xls]

Les ressources pour les plus démunis sous pression

Une très grande partie des dépenses sociales globales sont toujours consacrées aux personnes âgées. Bien que la population française soit plus jeune que celle des autres parties de l'Europe (âge médian de 40.0 ans, contre 41.2 ans pour l'UE), la part des dépenses publiques allant aux personnes d'âge actif et à leurs familles est inférieure à la moyenne de l'OCDE (12 % contre 14 %).

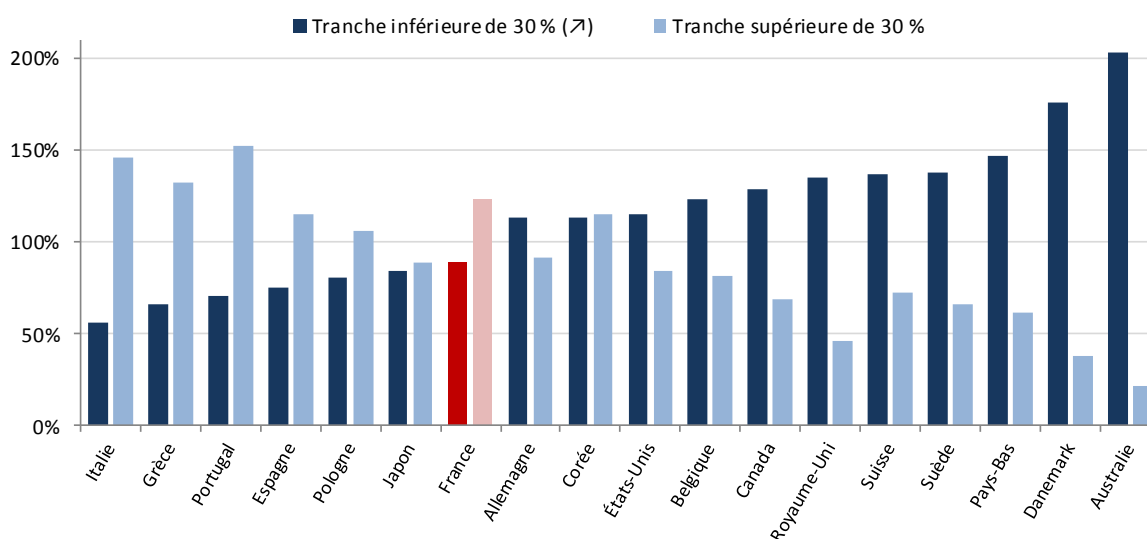
Les pouvoirs publics étant déterminés à poursuivre le rétablissement des comptes publics, un arbitrage entre le maintien de systèmes généreux de retraite et la mise en place de mesures efficaces d'aide aux personnes les plus touchées par les difficultés du marché du travail s'impose avec d'autant plus d'urgence. Par exemple, du fait de la conjugaison d'un faible âge effectif de départ à la retraite et d'une forte espérance de vie, les femmes françaises passent 27.4 années à la retraite - plus que dans tout autre pays de l'OCDE, et cinq ans de plus que la moyenne OCDE de 22.5.

Dans le même temps, les travailleurs, les demandeurs d'emploi et leurs familles continuent d'être exposés aux conséquences d'une reprise atone et de niveaux de revenus déprimés. En moyenne, on a dénombré 3 700 chômeurs de plus chaque semaine depuis 2008. 15.4 % d'actifs vivent dans des « ménages dont aucun membre ne travaille », soit un pourcentage plus élevé que la moyenne de l'UE (13.8 %) et nettement plus qu'aux États-Unis (12.8 %). À 5.4 %, les taux de pauvreté des personnes âgées sont restés à un niveau très bas ces dernières années, bien au-dessous de la moyenne de 12.8 % de l'OCDE. C'est là l'une des grandes réussites de la politique sociale en France. Mais la pauvreté chez les enfants et les jeunes a encore progressé depuis le début de la crise. En 2010, les taux de pauvreté des jeunes et des enfants étaient déjà deux fois plus élevés que ceux des personnes âgées – ce qui représentait l'un des plus grands écarts de taux en les deux groupes d'âge dans la zone OCDE.

Les ménages à faible revenu bénéficient aussi de transferts monétaires moins généreux que les ménages plus nantis (voir graphique). Cette situation contraste avec celle observée dans la majorité des autres pays de l'OCDE, où les groupes à faible revenu sont davantage aidés par l'État. D'après une étude récente, les Français estiment que l'État providence n'est pas efficace dans la lutte contre l'inégalité et la pauvreté, avec un score de -3 sur une échelle de -10 à +10 [Graphique 5.9.xls].

L'accès aux services peut aussi varier entre les groupes de revenu. Par exemple, malgré une bonne performance d'ensemble du système de santé français, certaines données indiquent une inégalité d'accès aux soins. Dans le groupe des personnes à faible revenu, une sur dix indique ne pas avoir pu bénéficier d'un examen médical requis, alors que ce rapport est de seulement 1 sur 30 dans le groupe des hauts revenus.

La plupart des transferts en espèces vont en faveur de revenus élevés
Prestations en espèces, y compris les pensions, en % des prestations reçues par le ménage moyen



[Graphique 1.18.xls]

La protection des secteurs critiques des dépenses sociales

La crise a montré que la France doit s'employer à cibler ses dépenses sociales, compte tenu des fortes pressions s'exerçant sur les budgets publics. Un réexamen des prestations versées aux hauts revenus, comme celui ayant abouti récemment à la baisse du plafond du quotient familial pour les hauts salaires, se justifie lorsque les budgets sociaux sont sous tension et un nombre croissant de personnes vivent dans des ménages sans revenu du travail. Des mesures visant à réduire les plafonds des indemnités dans le régime d'assurance-chômage, qui sont très élevés par rapport aux normes internationales, devraient également augmenter la part des dépenses sociales pouvant être consacrées aux groupes à faible revenu.

Il est impératif d'aider les familles à faible revenu à trouver du travail. Le soutien actif aux demandeurs d'emploi et aux bas salaires doit être maintenu et renforcé, par exemple en remédiant au faible nombre de bénéficiaires du RSA parmi les familles d'actifs et en rationalisant et en simplifiant la fusion entre RSA et prime pour l'emploi. Aider et inciter les personnes à retrouver un emploi constituent également un moyen de contrôler les dépenses sociales en raccourcissant la durée de l'indemnisation du chômage, en particulier chez les seniors, pour qui le chômage peut conduire de facto à la pré-retraite.

Pour rééquilibrer la protection sociale, des progrès rapides doivent être faits dans la lutte contre d'autres problèmes structurels de longue date, qui sont très coûteux et limitent la marge de manœuvre dans des domaines cruciaux du soutien social. Dans le secteur de la santé, des gains d'efficacité significatifs peuvent être réalisés en continuant de réduire le nombre d'hospitalisations médicalement inutiles et en augmentant la très faible part de marché des produits pharmaceutiques génériques moins chers. Le taux d'activité des seniors a beaucoup progressé en France entre 2007 et 2012. Mais les taux d'emploi des 60-64 ans qui, à 22 %, sont en hausse par rapport aux 16 % de 2007, ne sont encore que la moitié de la moyenne de l'OCDE.

Tableau de bord: Indicateurs sociaux

(Cliquez sur les indicateurs pour obtenir les données et informations complètes)

	Avant la crise			Dernière année		
	France	UE	OCDE	France	UE	OCDE
Revenu annuel disponible des ménages						
En monnaie nationale, aux prix de la dernière année						
Moyenne	23 900	..	..	24 700	..	..
10% les plus pauvres	8 600	..	..	8 600	..	..
en USD, PPA et prix de la dernière année						
Moyenne	26 500	22 900	23 100	27 400	22 900	23 100
10% les plus pauvres	9 600	7 900	7 300	9 500	7 700	7 100
Indice conjoncturel de fécondité	1.99	1.63	1.75	2.00	1.59	1.70
Taux de chômage (%)	8.2	6.6	5.9	10.2	11.1	9.1
Jeunes ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation, Taux NEETs (%)	10.6	10.7	11.5	13.2	12.7	12.6
Inégalités de revenu						
Coefficient de Gini	0.293	0.288	0.313	0.303	0.291	0.313
Écart entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres	6.8	6.9	9.2	7.2	7.4	9.5
Pauvreté relative (%)	7.2	9.2	11.2	7.9	9.4	11.3
Part des personnes déclarant ne pas avoir assez d'argent pour acheter de la nourriture (%)	11.5	9.5	11.2	10.0	11.5	13.2
Dépenses sociales publiques (% PIB)	29.7	22.5	19.6	32.8	25.1	21.9
Taux de suicide, pour 100 000 habitants	15.8	12.5	12.5	16.2	12.2	12.4
Dépenses de santé par habitant (USD PPA de la dernière année)	3 900	3 100	3 100	4 100	3 200	3 300
Confiance à l'égard du gouvernement national (%)	39	50	49	47	41	43
Confiance à l'égard des institutions financières (%)	48	65	63	33	43	46

Moyenne non pondérée des 21 pays de l'UE et 34 pays de l'OCDE.

www.oecd.org/els/social/panoramadelasociete.htm

www.oecd.org/els/social/panoramadelasociete.htm

www.oecd.org/emploi/basededonnees

[Base de données sur la distribution des revenus](#)

www.oecd.org/fr/social/depenses.htm

[Base de données de l'OCDE sur la santé 2013](#)

Voir aussi :

- Comment se compare la France : [visualisation](#)
- Résumé en [français](#) et autres langues



Society at a Glance 2014 Highlights: FRANCE The crisis and its aftermath



Social spending in France is high and heavily tilted towards the elderly. With weak labour markets and public spending under pressure, governments need to make difficult choices over which areas of public spending to prioritise.

In France, the economic crisis shows that there is considerable scope for rebalancing spending towards groups who currently have the greatest need for support: low-income working-age families.

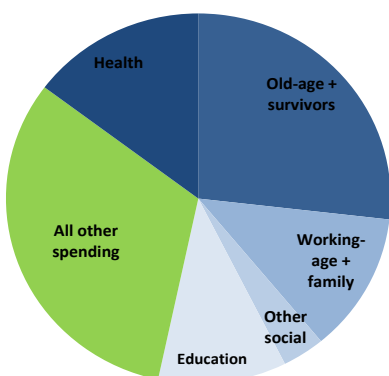
High social spending, but much of it going to groups less hit by the crisis

France spends roughly 1/3 of GDP on public social protection – a higher share than any other country in the OECD area, where the average is 22% of GDP. 7 out of every 10 euros of all government spending go towards health, education and social transfer programmes, such as pensions, family and unemployment benefits.

Social policies have played a key role in protecting household incomes in the aftermath of the economic downturn. The long-term policy commitment to family/work reconciliation measures has also helped to keep fertility rates at 2 children per woman, while most other OECD countries have seen a decline since the onset of the crisis. For instance, fertility rates in the United States and in hard-hit countries such as Estonia, Greece and Spain dropped by 6% or more in a space of only three years.

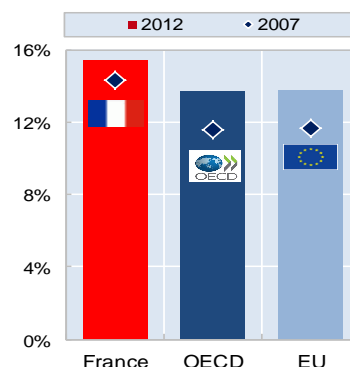
But fiscal pressures have led to consolidation efforts exceeding those of most other EU countries. According to 2013 projections, France was on track to cut budget deficits by some 2.8% of GDP between 2011/12 and 2014, compared to 2% of GDP in the average EU country. The government's consolidation efforts are projected to persist for some time and, due to its size, social spending is likely to be part of these measures.

Shares of total government spending, by domain, 2011



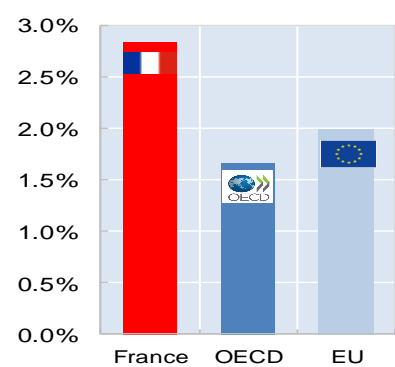
[Data.xls]

Share of adults living in workless households, %



[Figure 1.5.xls]

Effort to reduce budget-deficit during 2011/12 - 2014, in %GDP



[Figure 1.8.xls]

Resources for the least well-off under pressure

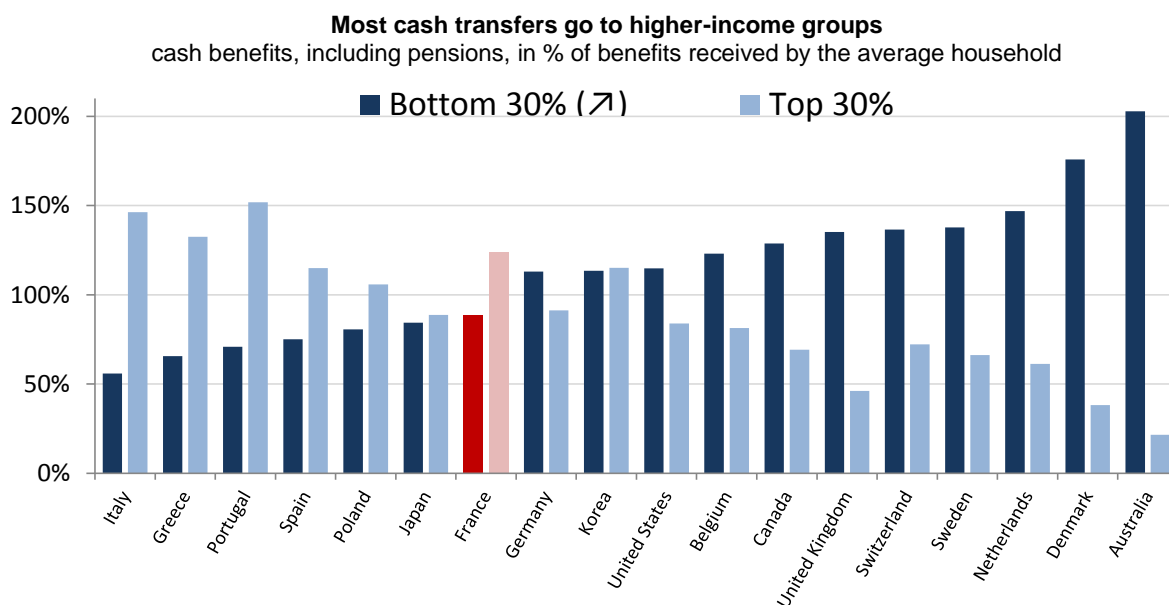
Overall social expenditures remain heavily tilted towards the elderly. Although France's population is younger than in other parts of Europe (median age of 40.0 years compared to 41.2 years for the EU), the share of public spending supporting working-age people and their families is below the OECD average (12% versus 14%).

With the government's commitment to future consolidation, there is increasingly a trade-off between maintaining generous pension provisions, and ensuring effective support for those most affected by labour-market difficulties. For instance, through a combination of low effective retirement ages and high life expectancy, French women spend 27.4 years in retirement -- longer than in any other OECD country, and five years longer than the OECD average of 22.5.

At the same time, workers, jobseekers and their families continue to be exposed to the consequences of a weak recovery and depressed income levels. Unemployment has, on average, increased at a rate of 3,700 every week since 2008. 15.4% of working-age people live in "jobless households" where no one is working, higher than the EU average (13.8%), and significantly worse than in the United States (12.8%). At 5.4%, old-age poverty rates have remained at a very low level in recent years, far below the OECD average of 12.8%. This is one of the big social-policy successes in France. But poverty among children and youth has increased further since the onset of the crisis. By 2010, youth and child poverty rates were already more than twice as high as for the elderly -- one of the largest age gaps in the OECD.

Cash transfers to low-income households also remain less generous than for the better-off (see graph). This stands in contrast with a majority of other OECD countries, where lower-income groups benefit more from government support. A recent survey indicates that French citizens do not think the welfare state performs well in terms of addressing inequality and poverty, with a score of -3 on a scale from -10 to +10 [Figure 5.9.xls].

Access to services can also vary between income groups. For instance, despite good aggregate performance of the French health care system, some data point to unequal access to care. 1 in 10 low-income earners say they did not receive a required medical examination, while only 1 in 30 high-income individuals report such problems.



[Figure 1.18.xls]

Protecting crucial areas of social spending

The crisis has shown that France needs to consider carefully how to target its social spending, given high pressures on public budgets. A review of benefits for higher-income groups, such as the recent measures to reduce family-related tax concessions for high-income earners, is justified when social budgets are under pressure and growing numbers of people live in households without any employment income. Measures to reduce benefit ceilings in the unemployment insurance programme, which are very high by international standards, would also increase the share of social spending going to low-income groups.

Helping lower-income families find work is essential. Active support for job-seekers and low-wage earners should be protected and improved, for instance by tackling the low-take up of the RSA among working families, and by streamlining and simplifying the integration between RSA and the PPE. Supporting and incentivizing people into employment can, in turn, help control social spending by shortening unemployment benefit durations, especially among older workers for whom unemployment can lead to de-facto early retirement.

Rebalancing social protection requires rapid progress in addressing other long-standing structural problems, which are very costly and constrain the room for maneuver in crucial areas of social support. In the health area, significant efficiency gains can be achieved by continuing to reduce the number of medically unnecessary hospitalisations, and by increasing the very low market share of less expensive generic pharmaceutical products. France has made considerable progress in the labour force participation of older workers between 2007 and 2012. But the employment rates of people aged 60-64 at 22%, up from 16% in 2007, are still only half of the OECD average.

Scoreboard: selected social indicators
(Click on indicators for full data and information)

	Pre-crisis			Latest year		
	France	EU	OECD	France	EU	OECD
Annual disposable household income in national currency, latest year prices						
Average	23 900	..	..	24 700	..	..
Bottom 10%	8 600	..	..	8 600	..	..
in USD, latest year PPPs and prices						
Average	26 500	22 900	23 100	27 400	22 900	23 100
Bottom 10%	9 600	7 900	7 300	9 500	7 700	7 100
Total Fertility rate	1.99	1.63	1.75	2.00	1.59	1.70
Unemployment rate (%)	8.2	6.6	5.9	10.2	11.1	9.1
Youth neither in employment, education nor training, NEET rate (%)	10.6	10.7	11.5	13.2	12.7	12.6
Income inequality:						
Gini coefficient	0.293	0.288	0.313	0.303	0.291	0.313
Gap between richest and poorest 10%	6.8	6.9	9.2	7.2	7.4	9.5
Relative poverty (%)	7.2	9.2	11.2	7.9	9.4	11.3
Share of people reporting not enough money to buy food (%)	11.5	9.5	11.2	10.0	11.5	13.2
Public social spending (% GDP)	29.7	22.5	19.6	32.8	25.1	21.9
Suicide rates, per 100 000 population	15.8	12.5	12.5	16.2	12.2	12.4
Health expenditure per capita (latest year USD PPPs)	3 900	3 100	3 100	4 100	3 200	3 300
Confidence in national government (%)	39	50	49	47	41	43
Confidence in financial institutions (%)	48	65	63	33	43	46

Unweighted average of the 21 EU and 34 OECD countries.

[from OECD Employment database](#)

[from OECD Income Distribution Database](#)

[from OECD Social Expenditure Database \(SOCX\)](#)

[from OECD Health Data](#)

See also:

- How does your country compare: [data visualization](#)
- Executive summary: in your [language](#)

